



# ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

PAC

Question au Gouvernement n° 3591

Texte de la question

## AIDE ALIMENTAIRE AUX PLUS DÉMUNIS

M. le président. La parole est à M. Jean-Pierre Grand, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Jean-Pierre Grand. Monsieur le ministre de l'agriculture, le 21 juin dernier, la Commission européenne a annoncé une réduction de près de 80 % du programme européen d'aide aux plus démunis. Ce programme voit ainsi son enveloppe financière amputée de 387 millions d'euros pour 2012.

À l'heure où la crise frappe les plus faibles et les plus démunis, il s'agit là d'un coup dur pour les 18 millions de bénéficiaires européens de cette aide alimentaire. En France, 4 millions de personnes en bénéficient, parmi lesquelles des personnes âgées, des travailleurs pauvres, des sans-abri, des personnes en situation de handicap, des femmes seules avec de jeunes enfants et de plus en plus de jeunes.

Chaque jour, des milliers de bénévoles des banques alimentaires, des Restos du Coeur, de la Croix-Rouge, ou du Secours populaire en assurent la distribution. Adressons-leur nos remerciements et notre respect pour leur dévouement.

Dans mon département de l'Hérault, l'aide européenne représente le tiers des denrées distribuées par la Banque alimentaire. Or cette funeste mesure représenterait, rien que dans l'Hérault, un million de repas en moins !

Jeudi dernier, lors du Conseil des ministres européens de l'agriculture, vous avez exprimé votre indignation face au blocage de six États membres.

M. Alain Bocquet. Cela ne changera rien !

M. Jean-Pierre Grand. Nous connaissons tous votre mobilisation sur ce sujet et vous en remercions.

Aussi, pouvez-vous faire le point sur les négociations en cours ? Pouvez-vous également nous garantir que la France, en cas d'échec de ces négociations, sera au rendez-vous de la solidarité pour les plus pauvres ?

*(Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire.

M. Bruno Le Maire, *ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire*. Monsieur le député, je regrette profondément que, après des mois de négociation et alors que nous nous trouvons en pleine crise économique et sociale partout en Europe, nous ne soyons pas encore parvenus à un accord entre les vingt-sept États membres...

M. Alain Bocquet. On se demande ce que vous faites !

M. Bruno Le Maire, *ministre*. ...sur le maintien de l'aide alimentaire pour les plus démunis.

M. Daniel Paul. Demandez donc son aide au Président de la République !

M. Bruno Le Maire, *ministre*. Je profite de votre question pour appeler chacun au sens des responsabilités. Je comprends parfaitement les arguments de ceux qui considèrent que l'Europe ne doit pas avoir de dimension sociale, de ceux qui ne veulent plus payer pour les pays les plus pauvres,...

M. Roland Muzeau. Bravo !

M. Bruno Le Maire, *ministre*. ...de ceux qui ne souhaitent pas qu'une aide économique et financière soit distribuée aux plus démunis alors qu'elle était, à l'origine, matérielle.

M. Jacques Desallangre. Quel égoïsme !

M. Bruno Le Maire, *ministre*. En tout cas, tous ces arguments ne pèsent pas lourd face au risque de voir des millions de femmes, d'enfants, de familles ne pas avoir de quoi se nourrir cet hiver parce que l'Europe aurait décidé de suspendre l'aide aux plus démunis. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*) Nous allons par conséquent continuer à nous mobiliser, proposer de nouveaux compromis. J'en appelle à tous les députés européens qui, à 85 %, ont soutenu, toutes tendances confondues, le maintien de l'aide alimentaire aux plus démunis.

Je retournerai pour la troisième fois demain à Berlin pour entamer des discussions et poursuivre nos efforts de compromis avec les autorités allemandes afin qu'elles acceptent de sortir de la minorité de blocage et de se rallier à notre proposition.

M. Albert Facon et M. Alain Bocquet. Il faut envoyer Sarko !

M. Bruno Le Maire, *ministre*. En tout état de cause, nous ne laisserons pas tomber les associations, qu'il s'agisse des banques alimentaires, des Restos du Coeur ou du Secours catholique. Le Premier ministre l'a déjà indiqué : nous maintiendrons les crédits nécessaires.

Que feront l'Espagne, la Grèce, le Portugal, tous les pays qui n'auront pas de quoi payer pour leurs associations, pas de quoi financer l'aide aux plus démunis ? Nous refusons une Europe des égoïsmes nationaux et continuerons à défendre une Europe de la solidarité. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

M. Roland Muzeau. Tu parles !

## Données clés

**Auteur :** [M. Jean-Pierre Grand](#)

**Circonscription :** Hérault (3<sup>e</sup> circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 3591

**Rubrique :** Agriculture

**Ministère interrogé :** Agriculture, alimentation, pêche, ruralité et aménagement du territoire

**Ministère attributaire :** Agriculture, alimentation, pêche, ruralité et aménagement du territoire

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 26 octobre 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 26 octobre 2011